

Nouvelles considérations sur la croissance de l'économie guadeloupéenne de 1759 à 1763

Christian SCHNAKENBOURG*

Ce colloque sur les occupations anglaises de la Guadeloupe aux XVIII^e et XIX^e siècles nous donne l'occasion de revenir sur le grand tournant de son histoire économique que constitue la première période d'administration britannique, de 1759 à 1763, pendant la guerre de Sept Ans. Nous lui avions consacré, il y a 46 ans (!), une première étude¹, dont il s'avère aujourd'hui qu'elle doit être reprise et certaines de ses conclusions améliorées. Depuis sa publication, une nouvelle génération d'historiens, soulevant de nouvelles problématiques, est apparue, l'environnement de l'historiographie antillaise s'est élargi, notamment dans des perspectives inter-américaines, de nouvelles sources, ignorées alors, ont pu être consultées, et l'auteur de ces lignes ne voit plus l'histoire de la Guadeloupe avec les mêmes yeux.

Depuis la publication de notre article de 1971, la question s'est parfois posée de la réalité et de la force de cette croissance. « *La période anglaise a-t-elle apporté la prospérité économique ?* », s'interroge le regretté Lucien Abénon dans sa monumentale thèse². Nous présenterons d'abord ses arguments, puis les réflexions qu'ils nous inspirent.

I. UNE CROISSANCE ?

Les développements concernés s'étendent sur dix pages. Les quatre premières sont consacrées à une présentation générale de la période

* Equipe de recherche AIHP-GEODE, Université des Antilles.

1. « L'essor économique de la Guadeloupe sous l'administration britannique, 1759-1763 », *Bull. de la Société d'histoire de la Guadeloupe*, n° 15-16, 1971, p. 3-40.

2. L. R. Abénon, *La Guadeloupe de 1671 à 1759. Etude politique, économique et sociale*, Paris, L'Harmattan, 1987, t. II, p. 218-227.

anglaise 1759-1763, les réactions suscitées en Angleterre par la conquête de la Guadeloupe, l'action du « lobby » des planteurs des *West Indies* pour la rendre à la France à la paix, et le débat « *Canada vs Guadeloupe* » qui agite alors les milieux coloniaux britanniques au moment des négociations sur le futur traité de Paris. Rien que de très connu et très classique sur tout ceci.

S'agissant de la partie économique, à laquelle il consacre cinq pages, l'auteur choisit de s'appuyer exclusivement sur les résultats des seuls recensements « officiels » dont l'original nous est parvenu, conservés dans la série G1 des ANOM, « qui ont l'avantage de ne pas être trop sujets à caution ». Ceci le conduit à négliger les données que l'on peut trouver par ailleurs, même provenant des recensements, notamment les chiffres cités par les mémoires de la Chambre d'agriculture instituée en 1763, dont il estime qu'il faut les accueillir « avec beaucoup de réserves ». Ce choix permet évidemment de ne s'appuyer que sur des chiffres dont l'authenticité est certaine, mais, en contrepartie, il limite considérablement ceux qui peuvent être utilisés. Si l'on reprend les critères qu'il retient, pour l'ensemble des deux décennies au milieu desquelles se situe la période anglaise, il n'y a aucune statistique disponible, parce qu'aucun recensement ne nous est parvenu, entre 1753 et 1772, ce qui paraît un peu large pour juger des progrès effectués en quatre années seulement. Pour ce qui concerne les états de commerce, il refuse de les utiliser parce que, n'intégrant pas « la plus grande partie de la production de la colonie exportée par la Martinique », ils « ne permettent qu'une vue incomplète de la situation économique de la Guadeloupe ».

Sur ces bases, L. Abénon, après une critique des chiffres ne provenant pas directement des recensements que nous avons utilisés, arrive à la conclusion qu'« il y a sans doute un essor de la colonie pendant la période anglaise, mais vraisemblablement moins considérable que ne l'affirme M. Schnakenbourg ». Il s'appuie en particulier sur une grosse erreur que nous avons faite de prendre l'année 1755 comme base d'appréciation de l'évolution des exportations entre l'avant et l'après de la période anglaise, tant pour le nombre de navires au départ que pour les volumes exportés. Avant la guerre de Sept Ans, il n'y a que très peu de commerce direct entre la Guadeloupe et la France, et la majeure partie des exportations de l'Archipel vers la métropole passe par la Martinique. Après 1763, alors que la période anglaise a eu pour conséquence l'établissement d'un commerce direct avec l'Europe, les chiffres relatifs à la navigation, et donc aux exportations, bondissent³. La croissance commerciale que nous avons faite apparaître entre 1755 et 1765 dans notre article de 1971 est donc un pur effet statistique ; comme le note Lucien Abénon, dont nous reprenons la conclusion sur ce point : « comment croire que 446 habitations auraient fourni cinq fois plus de sucre que 290 ? »

La suite est plus surprenante. Alors que la question semble apparemment tranchée, l'auteur développe longuement sur trois pages toutes les conséquences de ces quatre années d'administration britannique, dont il

3. En 1755, 16 navires pour 3.020 tx, emportant 40.000 « quintaux » (48,5 kg) de sucre ; en 1765, 137 navires pour 24.700 tx, emportant 245.000 « quintaux » de sucre.

estime au passage qu'elle a été « bénéfique » : augmentation du nombre d'esclaves, développement des cultures, création du port de Pointe-à-Pitre, mise en valeur de Marie-Galante, ce qui paraît tout de même paradoxal compte tenu de son jugement précédent. Et il termine par une conclusion générale énoncée sous forme d'une double interrogation : 1) On peut se « demander si la période anglaise a vraiment représenté la rupture que l'on imagine dans l'histoire de la Guadeloupe » ; et 2) On est « conduit à penser que les énormes progrès de la Guadeloupe sous l'occupation britannique sont en partie illusoirs ».

Finalement, on ne sait que penser.

2. UNE CROISSANCE !

Le haut niveau scientifique des travaux de Lucien Abénon, en même temps que la place éminente qu'il occupe dans l'historiographie guadeloupéenne de l'Ancien Régime, incitent à reprendre le dossier. Pour cela, nous nous appuyons sur l'ensemble des statistiques disponibles entre 1759 et 1763. Quand l'information fait défaut pour l'une ou l'autre de ces deux années, nous reproduisons le chiffre le plus immédiatement connu avant 1759 et après 1763 (*Voir tableau*).

Quel que soit l'indice retenu, on est loin d'une croissance « illusoire ». Le critère absolu est évidemment celui du nombre d'esclaves. Le total de ceux « en âge de travailler » (pour lesquels les planteurs paient la capitation) s'accroît en moyenne de 1650 par an entre 1759 et 1764. *A contrario*, lors de la dernière période de paix précédant la guerre de Sept Ans, l'augmentation annuelle moyenne n'est que de 593 (23.658 à 24.845 de 1751 à 1753, seules années où le total Archipel est connu). Une telle progression du volume de la main-d'œuvre disponible suffit à elle seule à expliquer celle de la production, quelque forte qu'elle puisse paraître. Elle est évidemment la conséquence de l'introduction massive d'esclaves par les négriers britanniques au cours de cette période. Les estimations, tant contemporaines que postérieures, varient de 18.000 à 40.000, la plus fréquente étant celle de 30.000⁴ ; nous avons retenu pour notre part le chiffre de 18.721 donné en 1780 par l'abbé Raynal, mais les avancées récentes de la recherche incitent à le réviser sensiblement à la hausse. De 1759 à 1763, 78 navires négriers britanniques sont arrivés en Guadeloupe, y déportant 20.834 esclaves⁵, un bond énorme par rapport à la quasi-absence de la traite française dans l'île pendant toute la première moitié du XVIII^e siècle⁶. L'introduction d'un nombre aussi élevé de captifs, représentant 21 % du total des déportés par les négriers britanniques vers l'ensemble de la Caraïbe dans le même temps⁷, prouve à l'évidence l'intérêt considérable de la colonie conquise pour les maisons anglaises

4. Nous les présentons, ainsi que leurs sources, à la p. 27 de notre article précité de 1971.

5. *Transatlantic slave trade database*, Emory University, Alabama (<http://www.slavevoyages.org>). *Nota* : ces chiffres sont des estimations basées sur des extrapolations à partir des données certaines connues.

6. De 1700 à 1755, 3.127 esclaves « seulement » sont introduits légalement en Guadeloupe.

7. 65.365 vers les Antilles britanniques, 30.123 vers les Antilles françaises (y compris Martinique en 1762 et 1763) et 729 vers les îles danoises ; total : 96.217. La Guadeloupe constitue la seconde destination après la Jamaïque.

Evolution de l'economie guadeloupeenne pendant et autour de la premiere periode anglaise

	Nbre d'escl. « payant droit » (14-60 ans)	Nombre de sucreries	Importations de sucre Guadeloupe en Angleterre + Galles (Cwt) (3)	Nombre de pieds de café × 1.000	Importations de café Guadeloupe en Angleterre + Galles (Cwt)	Nombre d'esclaves introduits (6)
1753				<i>1.816</i>		
1759	(31.600) (1)	(290) (2)	29.002 (4)		2.926 (4)	3.306
1760			<i>168.163</i>		<i>22.131</i>	5.291
1761			<i>204.127</i>		<i>21.547</i>	8.017
1762	<i>37.690</i>	318	<i>202.931</i>		<i>27.005</i>	3.490
1763		446	224.398 (5)		<i>11.747 (5)</i>	720
1764	39.853					
1767				5.881		

Tous chiffres Archipel (GGT + MG)

Sources : voir notre art. de 1971 précité, ainsi que « Statistiques pour l'histoire de l'économie de plantation en Guadeloupe et en Martinique (1635-1835) », *Bull. Sté d'hist. Gpe*, n° 31, 1977. Directement (en italiques) ou indirectement, tous ces chiffres proviennent des recensements et des états de commerce. Les chiffres entre parenthèses sont des reconstitutions.

Notes :

1. Le chiffre cité par la Chambre d'agriculture, et qui est déclaré provenir du recensement de l'année (28.717 esclaves « payant droit ») ne porte que sur Guadeloupe proprement dite + Grande-Terre (GGT). Marie-Galante était alors un gouvernement particulier, dépendant directement du gouvernement général de la Martinique, et faisait l'objet de recensements séparés. Nous ne connaissons malheureusement pas le nombre de ses esclaves en 1759. En 1762, où nous sommes renseignés pour toutes les îles de l'Archipel, Marie-Galante compte 3.516 esclaves payant droit, soit 9,3 % du total guadeloupéen. Nous avons appliqué cette proportion à 1759. Il ne s'agit évidemment que d'une approximation.
2. Le mémoire de la Chambre d'agriculture donne 269 sucreries pour GGT ; nous avons ajouté les 21 de Marie-Galante.
3. Cwt = « *hundredweight* » de 112 lb anglaises de 0,453 kg, soit 50,8 kg. L'Ecosse fait alors l'objet de statistiques séparées, auxquelles il ne nous a pas été donné d'accéder.
4. Rappelons que la production a été fort perturbée par les opérations militaires, de nombreuses habitations ont été détruites, et le commerce britannique commence tout juste à s'intéresser à l'île conquise.
5. Les négociants britanniques sont autorisés à continuer à venir en Guadeloupe et à en exporter les productions jusqu'à la fin de l'année 1763 (soit six mois après la restitution), afin de récupérer les créances qu'ils détenaient sur les planteurs.
6. *Transatlantic slave trade database*.

de commerce. Evidemment le nombre total d'esclaves exploités sur les habitations n'augmente pas dans des proportions comparables entre le début et la fin de la période anglaise. Il faut tenir compte du fait que 4 à 5.000 d'entre eux ont été enlevés par l'assaillant pendant les combats et expédiés dans les différentes îles des *West Indies*, et surtout de l'énorme surmortalité qui frappe toujours les « Nègres nouveaux » après leur arrivée aux Antilles (un tiers la première année, la moitié dans les deux premières), surtout dans un moment de haute conjoncture comme celle-ci, où les esclaves sont « poussés » au maximum. Tout ceci explique que le nombre de ceux « payant droit » n'augmente « que » de 8.000 sur l'ensemble de la période anglaise ; mais c'est tout de même un accroissement d'un quart du volume de la force de travail disponible.

Il est un second point sur lequel nous nous séparons radicalement des conclusions de Lucien Abénon : la croissance du café. Pour lui « ce sont surtout les cultures secondaires qui ont profité de la période anglaise ; le sucre a progressé dans des proportions moindres ». Il s'appuie pour cela sur l'évolution du nombre de pieds de café donné par les recensements comparés de 1753 (1.254.000) et 1777 (16.738.000). Mais, outre que le chiffre qu'il donne pour 1753 n'inclut pas Marie-Galante, haut lieu de cette culture dans l'Archipel guadeloupéen, cet intervalle de temps de près d'un quart de siècle est beaucoup trop long pour juger des seules quatre années de la période anglaise, d'autant plus que la décennie 1770 se caractérise par une croissance extrêmement rapide, et largement spéculative, de la culture du café dans toute la Caraïbe et de ses importations en Europe⁸. Mais si on reprend les chiffres de notre tableau, qui serrent chronologiquement de plus près la période anglaise, on observe que la croissance est beaucoup moins forte. De 1753 à 1767 (rien dans l'intervalle), le nombre de pieds est multiplié par trois, certes, mais sur la période anglaise *stricto sensu*, les exportations dans les années normales (1760 à 1763) ne font pas apparaître des progrès très significatifs. En définitive, nous croyons pouvoir renverser la proposition de Lucien Abénon : « C'est surtout le sucre qui a profité de la période anglaise ; les cultures secondaires ont progressé dans des proportions moindres ».

Enfin, il convient d'intégrer dans l'analyse de la croissance de l'économie guadeloupéenne pendant cette période, un facteur que nous avons négligé dans notre article de 1971 : l'afflux des navires anglo-américains. Bien sûr, les relations entre les colonies britanniques d'Amérique du Nord et les Antilles françaises ne sont pas nouvelles. Elles débutent dans les années 1720 et ne cessent de s'accroître par la suite jusqu'à la guerre de Sept Ans. Les « Nouveaux Angléterriens » expédient des produits alimentaires et du bois (indispensable pour fabriquer les barriques à sucre), et inversement importent du sucre brut, que les négociants français négligent, préférant le sucre terré, et surtout les « sirops » (mélasses) provenant de la purge du sucre, destinés à distillation.

Ces échanges sont évidemment illégaux, car contraires au principe de « l'Exclusif » qui réserve aux métropoles européennes le commerce entre

8. J. Tarrade, *Le commerce colonial de la France à la fin de l'Ancien Régime. L'évolution du régime de « l'Exclusif » de 1763 à 1789*, Paris, PUF, 1972, t. I, p. 412-418, et t. II, p. 747 ; les importations de café des Antilles (celles depuis le Levant et Bourbon non comprises) passent de 200.000 « quintaux » à plus de 700.000 en 1776 et 1777.

elles et leurs colonies, ainsi que celui de leurs colonies entre elles (Actes de navigation britanniques de 1660, 1663, 1673, 1696 ; lettres-patentes françaises d'avril 1717 et octobre 1727). La *Royal Navy* traque impitoyablement les interlopes, non seulement nord-américains, mais également ceux des pays neutres, Hollande et Danemark, dont les possessions dans l'arc antillais, respectivement Saint-Eustache et Saint-Thomas + Sainte-Croix, servent d'intermédiaires et d'entrepôts-relais à tous les échanges clandestins dans la Caraïbe orientale⁹. Mais, même si elle constitue une entrave très sérieuse, cette répression ne parvient pas à les empêcher, en raison de l'intérêt commun qu'y trouvent toutes les parties concernées. Pour les « Nouveaux Angloteerriens », les îles françaises constituent une source irremplaçable de sucre et de mélasse qui supplée à l'insuffisance de la production des *British West Indies*, dont, circonstance aggravante, les coûts et les prix sont en outre plus élevés. Aux planteurs français, les Anglo-américains fournissent les débouchés et approvisionnements que le « commerce de France » est incapable de leur assurer. Ceci est tout particulièrement vrai pour la Guadeloupe, presque entièrement délaissée jusqu'alors par les négociants métropolitains¹⁰, et dont les planteurs doivent passer par l'intermédiaire coûteux et peu fiable des commissionnaires de Saint-Pierre pour expédier leurs « denrées » en France¹¹. Ce qu'ils ne font évidemment pas, préférant recourir à l'interlope et à Saint-Eustache ; selon les moments et les estimations, entre 75 et 80 % des sucres et la totalité des « sirops » produits en Guadeloupe au début des années 1750 partent ainsi pour l'étranger¹². En ces circonstances, des liaisons commerciales s'établissent, des réseaux se créent, des accointances se forment, encore plus ou moins clandestines, certes, mais de moins en moins, qui vont se révéler au grand jour lorsque la Guadeloupe passera sous administration britannique.

Bien que placé sous le statut institutionnel précaire de territoire occupé, l'Archipel est immédiatement englobé dans la sphère commerciale britannique des colonies américaines. On y applique donc l'Acte de navigation, avec cette conséquence que le commerce avec la Nouvelle-Angleterre devient libre, tandis que celui avec la Martinique est de fait interdit ; exactement la situation dont rêvaient les planteurs guadeloupéens depuis cinquante ans ! Les Anglo-américains se précipitent donc en Guadeloupe, puis, à partir de 1762, à la Martinique où ils chargent surtout les mélasses destinées à leurs distilleries. Les deux îles deviennent alors de très loin la première destination pour le commerce des colonies britanniques du continent avec la Caraïbe. Dans le Massachusetts, en 1760, sur 7.614 barriques de sirop importées de la Caraïbe, 3.604 proviennent de la Guadeloupe ; en 1761, 3.361 sur 9.918 ; en 1762, 36 navires

9. F. W. Pitman, *The development of the British West Indies, 1700-1763*, New Haven (Conn.), Yale UP, 1917, p. 271-333 ; E. Schnakenbourg, « Neutres et neutralité dans le monde antillais du XVIII^e siècle », *Bull. Sté d'hist. Gpe*, n° 174, 2016, p. 5-19.

10. Entre les deux guerres de Succession d'Autriche et de Sept Ans (1749-1755), il n'arrive en moyenne annuelle que 9 navires en droiture de France en Guadeloupe, contre 169 à la Martinique.

11. A. Perotin-Dumon, *La ville aux îles, la ville dans l'île. Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, 1650-1820*, Paris, Karthala, 2000, p. 137-159.

12. Ch. Schnakenbourg, *Les sucreries de la Guadeloupe dans la seconde moitié du XVIII^e siècle...*, thèse Sciences Economiques, Univ. de Paris II, 1973, p. 118, note 4.

arrivent à Boston depuis les îles conquises, contre 4 seulement de la Jamaïque. A Salem la même année, 3.225 barriques de mélasses importées des Antilles françaises, contre à peine 406 de l'ensemble des *British West Indies*¹³. Il n'y a d'ailleurs pas que la mélasse. D'après le graphique établi par Frank Pitman, la valeur des importations de sucre brut en Angleterre par l'intermédiaire de l'Amérique du Nord serait passée d'un maximum de 22.000 £ dans les années de l'immédiat avant-guerre à 50.000 en 1761 et un record de près de 60.000 en 1762¹⁴. Evidemment, toutes ne proviennent pas de la seule Guadeloupe, mais on peut être assuré qu'elle joue un rôle majeur dans ce grand bond.

Un dernier indice montre la force de la croissance sucrière guadeloupéenne pendant cette période et permet en même temps de mieux comprendre l'acharnement mis par les planteurs des *West Indies* à obtenir la restitution de l'île conquise à la France en 1763 : les importations de sucre en provenance de la Guadeloupe représentent 10,4 % du total entré en Angleterre et Pays de Galles en 1760, 13,2 % en 1761, 15,0 % en 1762 et 12,8 % en 1763¹⁵. Une concurrence insupportable qui fait passer le prix du « *hundredweight* » (112 lb) sur le marché de Londres de 45 shillings en 1759 à 32 en 1763.

Nous ne pouvons donc, en définitive, que maintenir notre conclusion de 1971 : il y a bien eu une forte croissance de l'économie guadeloupéenne entre 1759 et 1763 ; après avoir « épluché » les chiffres de très près, nous pouvons même dire qu'elle a été plus forte encore que nous l'avions pensé initialement. L'essor que connaît alors la Guadeloupe détermine toute son évolution économique jusqu'à la Révolution.

13. R. Pares, *War and trade in the West Indies, 1739-1763* (1936), rééd. Frank Cass & Co., London, 1963, p. 487-488 ; D. Burne Gobel, « The New England trade and the French West Indies, 1763-1774 », *The William and Mary Quarterly*, vol. 20 n° 3, 1963, p. 333.

14. *Development of the BWI*, graph. IX, face p. 206. Confirmation par R. B. Sheridan, *Sugar and slavery. An economic history of the British West Indies, 1623-1775*, Baltimore, John Hopkins UP, 1973, p. 488-489. Les importations en Angleterre et Galles de sucre brut provenant d'autres territoires que les BWI (en fait uniquement des îles françaises conquises, directement ou par la Nouvelle-Angleterre) passent d'une moyenne annuelle de 31.000 cwt avant la guerre de Sept Ans à 311.000 en 1761 et un maximum de 485.000 en 1763, avant de retomber à moins de 100.000 après le Traité de Paris.

15. Calculé par nous d'après National Archives of England and Wales, CUST. 3/59 à 63, et séries publiées par Sheridan, p. 487-488.